

RTT : ne pas trop lui prêter

Christophe Ramaux

(chronique pour *Politis*, n° 907, 22 juin 2006)

L'échéance de 2007 approchant, les propositions des uns et des autres vont devoir se faire plus précises. Peut-on, par exemple, concevoir un programme qui rassemblerait des partisans de la décroissance, d'un côté, du plein emploi, de la hausse des salaires et des droits sociaux, de l'autre ?

La RTT et une autre distribution des richesses permettent-ils de l'envisager ?

A l'évidence non si du moins on accepte de considérer que $2 + 2$ ne font pas plus de 4.

On compte aujourd'hui 25 millions de travailleurs et, au bas mot, 4 millions de sans emploi, Raisonçons à production globale stable pour répondre – en partie – aux exigences des « décroisseurs ». Un rapide calcul peut laisser croire qu'une baisse de la durée effective du travail de 5 heures par semaine est susceptible d'assurer le plein emploi. On ne peut cependant en rester là.

Il faut tenir compte des travailleurs à temps partiel – près de 20% – dont on ne peut décemment baisser le temps de travail. Cette correction faite, il faut donc abaisser la durée du travail des travailleurs à temps plein de 6,5 heures pour embaucher les sans-emploi à temps plein (et un peu plus si on souhaite offrir aux temps partiel un temps plein).

Il faut ensuite tenir ensuite des gains de productivité. C'est d'autant plus nécessaire que la productivité horaire augmente mécaniquement quand la durée du travail se réduit : on travaille plus efficacement sur les heures restantes. La loi Aubry I sur les 35 heures exigeait – pour que des aides publiques soient versées – 6 % d'embauche pour 10 % de baisse du temps de travail légal. On peut soutenir qu'il convient néanmoins de desserrer la « mobilisation par le stress ». Retenons donc une hypothèse basse de 2 % de gains annuels de productivité horaire sur 5 ans. A production constante, la baisse de la durée du travail requise pour le plein emploi n'est plus de 6,5 heures mais de 10 heures.

On perçoit d'emblée la difficulté de la tâche : qui peut prétendre faire baisser la durée effective du temps de travail de 10 heures sur une législature (en prenant deux législatures il faut l'abaisser un peu plus car la productivité continue à augmenter) ?

L'histoire le montre abondamment : la RTT est précieuse à bien des égards – qualité de vie, transformation des rapports sociaux, etc. –, mais on ne peut trop lui prêter pour créer des emplois.

Sur les de 2 millions d'emplois créés entre 1997 et 2001 – un record pour le XXème siècle¹ –, 500 000 au maximum sont imputables aux 35 heures. Cela n'est pas rien et suffit à réfuter les arguments libéraux à leur encontre. L'essentiel a cependant été acquis par la croissance. Sur les deux derniers siècles, les contributions à l'emploi de la RTT et de la croissance sont de l'ordre de 5 % et 95 %. On peut certes infléchir ce rapport. On ne peut sérieusement tout attendre de la RTT.

La quadrature du cercle devient plus éperdue encore si l'on souhaite simultanément augmenter le pouvoir d'achat - 29 heures payées 39 heures suppose déjà d'augmenter la rémunération horaire de 35 % - ou bien encore revenir sur la réforme libérale des retraites. Tous les profits distribués aux propriétaires n'y suffiraient pas. Il faudrait réduire drastiquement l'investissement. Or ce dernier est déjà trop faible.

La conclusion est limpide : le plein emploi, la hausse du pouvoir d'achat et l'amélioration des droits sociaux ne peuvent se faire dans un contexte de stagnation de la production (on ne parle même pas de sa baisse !). La croissance est nécessaire. Mais quelle croissance ? C'est ici, débarrassée de ses oripeaux de la décroissance, que la critique écologique retrouve sa pertinence. Produire ne suppose pas nécessairement produire pour le capital *a fortiori* pour les secteurs les plus « gourmand » en énergie et les plus pollués. Embaucher un enseignant, une infirmière, un paysan « bio », relancer le ferroutage ou bien encore l'habitat économe en énergie : tout cela contribue au PIB... même lorsque cela passe par le secteur public ou associatif (c'est le PIB non-marchand). Nous avons besoin de croissance. Une croissance « soutenable » et « sociale » (car soutenue par la redistribution des richesses) sans aucun doute. Mais qui n'en demeure pas moins de la... croissance. Celle-ci, pour un économiste non libéral, ne tombe pas du « ciel » du marché. Elle suppose l'intervention publique. C'est le sens de l'Etat social si on intègre à celui-ci les politiques macroéconomiques de soutien à l'activité et à l'emploi. La plupart des « décroisseurs » - ce ne sont pas les seuls - n'aiment guère l'Etat.

Tout se tient. Il y a bien des choix à opérer entre des projets qui pour être tout aussi respectables n'en sont pas moins inconciliables.

¹ A la veille des échéances de 2007, on ne pourra pas ne pas revenir sur les racines de ce record. Pour une lecture aux antipodes de celle des sociaux-libéraux mais aussi de celle de certains « critiques de gauche », voir Ramaux, « *Emploi : éloge de la stabilité. L'Etat social contre la flexicurité* » (Mille et une nuits).